



## Discours de la CGT46

9 mars 2016

Bonjour à tous,

Aujourd'hui le mot d'ordre est clair, retrait du projet de loi El Khomri, stop à la régression sociale!

Les organisations de jeunesse ne se sont pas trompées en appelant aujourd'hui à la mobilisation, car le projet de loi de la ministre El Khomri, comme pour l'ensemble des mesures qui ont été prises jusqu'à présent par ce gouvernement ne vont que dans un sens : celui de la soumission de la jeunesse, des salariés, des Citoyens Français à la finance !

La promesse de Hollande, mon adversaire c'est la finance, quelle bonne blague ! Quel gros mensonge !

« Un tel projet Sarkozy en rêvait, Hollande nous le fait ». Les attaques de ces dernières années l'on été comme jamais ! : Accord National Interprofessionnel, réforme des retraites, lois Macron, loi Touraine, loi Rebsamen, pacte de responsabilité, réforme territoriale, ces choix politiques n'ont fait qu'accentué l'austérité et la précarité pour les salariés, les retraités et les jeunes!

Pour résumer ce projet de loi El Khomri, c'est tous simplement le retour de l'esclavage !

Ce sont les principes même qui fondent les garanties collectives qui sont remis en cause, ce sont les licenciements qui sont facilités, ce sont les indemnités prud'homales plafonnées.

Ce projet de loi prévoit des procédures de décisions dans les entreprises qui placent les salariés sous la menace et le chantage à l'emploi permanent !

Il vise à remettre en cause l'égalité de droit et de traitement en abandonnant le niveau national de négociation et en contournant les syndicats. Il met en place d'autres dispositions toutes porteuses de régressions : temps de travail, apprentissage, formation professionnelle et j'en passe !

Maintenant même dans le cadre d'un décès, d'une période de deuil, c'est l'entreprise qui prime sur tout, plus de socle commun, elle vous négocie même les heures pour allez aux funérailles ! Honteux !

A la CGT, nous ne sommes pas contre les réformes, on nous accuse souvent d'être des conservateurs, mais si on regarde de près la politique économique et sociale de ce gouvernement :

Ce sont eux les rétrogrades qui veulent revenir comme l'avant 1910 ou aucun code du travail n'existait, ce sont eux les conservateurs qui depuis des lustres, gouvernement après gouvernement nous ressortent les mêmes vieilles recettes libérales qui ne fonctionnent pas !

Ce sont eux qui veulent bouleverser la hiérarchie des normes et revenir au temps des seigneurs ! Au temps de l'avant révolution ! Au temps de l'esclavage !

Ce projet de loi c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, il est inacceptable et marquerait, s'il était appliqué, un recul de société sans précédent !

La protection des salariés se transformerait uniquement en prise en compte des intérêts financiers de l'entreprise, du patronat et des actionnaires.

Les 35 heures deviendraient obsolètes : non seulement les heures supplémentaires ne seraient pratiquement plus payées, mais le temps de travail pourrait être modulé sans aucune contrepartie salariale. Travailler plus pour gagner moins, merci patron, merci Hollande !

La primauté serait donnée à l'accord d'entreprise permettant la remise en cause des garanties fixées par la loi et les conventions collectives de branche, remettant en cause la hiérarchie des normes.

La mise en œuvre du « référendum/chantage » d'entreprise pour faire accepter des accords minoritaires régressifs, en lieu et place de la consultation des salariés à partir de leurs revendications et de leurs exigences.

Le plafonnement des indemnités prud'homales à des niveaux particulièrement bas, au détriment du principe de la réparation intégrale du préjudice instaurerait une autorisation de licencier sans motif.

L'élargissement de la définition du licenciement économique faciliterait la rupture du contrat, même si l'entreprise ou le groupe ne connaît pas de difficultés économiques sérieuses.

L'élargissement des forfaits-jours serait décidé unilatéralement par l'employeur.

La modification forcée du contrat de travail s'appliquerait en cas d'accord d'entreprise portant sur l'emploi.

Pas étonnant que le Medef applaudisse des deux mains, car ce qui arrive avec ce projet de loi, c'est l'atomisation du code du travail, il ne servira plus à rien, plus de socle commun, juste des accords d'entreprise !

Pour la CGT, au contraire, il est nécessaire d'améliorer le Code du travail pour lutter contre l'explosion de la précarité et la dégradation de la vie au travail.

Pour cela, nous proposons la prise en compte de droits nouveaux pour répondre aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle et non le retour dans le passé.

Les dizaines de milliards de cadeaux fiscaux et d'exonération donnés au patronat depuis des années n'ont créé aucun emploi.

Nous réaffirmons avec force que l'augmentation des salaires et le partage du travail et la semaine des 32 heures sont des solutions pour retrouver la croissance et pourquoi pas une 6<sup>ème</sup> semaine de congés payés, des idées de progrès, les salariés nous en avons des pleines valises ! Les réformistes progressistes c'est nous !

El Khomri tout comme son mentor le Président du MEDEF Gattaz, nous ressort les vieux dossiers poussiéreux de son père à l'époque Président du CNPF/ex MEDEF, rien de nouveau en soit !

La montée du chômage permanente, la précarité de l'emploi quand il y a emploi, les reculs sociaux, voilà la politique à la sauce hollandaise!

Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de ses politiques destructrices. Jeunes diplômés déclassés, jeunes à qui l'on propose des Contrats à Durée Déterminée ou des stages à répétition, jeunes pour qui il est devenu difficile même de se loger. 9 salariés sur 10 sont recrutés en CDD, dont les durées sont de plus en plus courtes, c'est ça le progrès social ?

Quelle est cette société aussi qui contraint les seniors à travailler jusqu'à 67ans et laisse à la porte de porte emploi plus de 800 000 jeunes qui ne demandent qu'à travailler.

Le travail, qui devrait être porteur d'émancipation individuelle et collective, est aujourd'hui devenu source de souffrance : lorsqu'on est en recherche d'un emploi et qu'on se voit fermer les portes une à une ou lorsqu'on est dans l'entreprise qui impose des rythmes et des cadences de plus en plus insupportables.

En cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF et aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité

Nous constatons tous les jours que cette politique n'est pas la bonne, et là je me tourne vers les six millions de privés d'emploi qui galèrent et qui sont montrés du doigt, fliqués pour savoir s'ils sont en recherche effective d'emploi.

Je me tourne vers les millions de travailleurs pauvres souvent des femmes à temps partiel qui touchent tout juste de quoi survivre.

Je me tourne vers les millions de retraités qui galèrent avec des pensions de misère, en grande précarité qui n'ont pas de quoi se nourrir et se chauffer, un sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, et des millions d'autres ont des pensions inférieures au Smic.

Cela ne va pas aller en s'améliorant quand on constate une progression des charges incompressibles et le blocage des retraites complémentaire.

Que dire aussi de la loi d'adaptation de la société au vieillissement qui n'est pas accompagnée des moyens financiers qui lui permettraient de répondre aux trois volets de sa mission : anticipation et prévention, adaptation de la société aux personnes âgées et accompagnement de la perte d'autonomie.

Ce sont les organisations de retraités d'ailleurs qui appellent demain à un rassemblement à 15h devant les locaux provisoires de la Préfecture, rue des Carmes à Cahors pour une augmentation de leur pouvoir d'achat.

Et pourtant c'est cette politique que le gouvernement a fait le choix de poursuivre avec un cortège de régressions historiques !

Le grand patronat l'avait rêvé, le gouvernement compte le réaliser ! Mais c'est sans compter sur la mobilisation des jeunes, des salariés, des retraités, de la société !

C'est au nom de la crise que le dictat boursier et financier veut nous faire croire aujourd'hui que nous ne pouvons plus revendiquer de nouveaux progrès sociaux, que nous ne pouvons plus vivre dignement de notre travail, que nous devrions travailler plus et plus longtemps, pour toujours moins !

Mensonge, jamais les bénéfices n'ont été aussi élevés, jamais les dividendes aux actionnaires n'ont été aussi juteux, car jamais le taux de productivité n'a été aussi fort. Alors, revendiquer avec la CGT, l'augmentation des salaires pour tous, la reconnaissance des diplômes, l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, la pérennisation et amélioration des garanties collectives, la semaine de 32 h, ça n'est ni utopiste ni irréalisable.

Car ces revendications ne sont pas plus utopistes et irréalisables que celles de nos anciens qui revendiquaient la semaine des 40 h ou les congés payés en 1936.

C'est une autre logique de développement qu'il nous faut ensemble imposer, celle du développement humain durable

Un seul mot d'ordre doit aujourd'hui conduire nos luttes pour garantir les droits des salariés et l'avenir des jeunes : c'est TOUCHE PAS A MON CODE DU TRAVAIL, retrait de la loi El Khomri !

Je conclurais mon discours en vous donnant rendez-vous demain avec les retraités et le 31 mars prochain pour la prochaine mobilisation intersyndicale et peut être avant tous va si vite des fois!

« La crise c'est eux la solution c'est nous, retrait du projet de loi El Khomri, on lâche rien! »

Matence Patrice pour la CGT46